

DU 12 AU 16 MAI, LE SOCIAL RIPOSTE !

Sous prétexte de crise et de guerre, le gouvernement et le patronat s'acharnent à démanteler le secteur social, médico social et des services publics.

Dans le privé, les négociations sur la convention collective unique (CCUE) témoignent de la stratégie des employeurs pour détruire massivement nos garanties collectives et nos conditions de travail. Semaine de 48h, durée quotidienne de travail de 12h, baisse de la durée de repos, perte de congés, individualisation du salaire sur une logique de performance... C'est ça le futur de nos métiers qu'organisent les employeurs !

Dans le public, les budgets d'austérité, sous couvert de crise, sabrent en premier lieu les financements des collectivités territoriales, des secteurs de la culture, du social et du médico-social.

Le privé, qui dépend aussi de ces financements, est mathématiquement impacté. Dans ce contexte, nos conditions de travail se dégradent de plus en plus (turn-over, augmentation de la charge de travail, absences non remplacées) pour des salaires inadaptés et non revalorisés significativement depuis plus de 20 ans ! La marchandisation du secteur, et notamment la mise en place du système de tarification à l'acte, augmente le sentiment de perte de sens de nos métiers.

Mais partout, en France et à Grenoble, la riposte s'organise !

Le 1^{er} avril nous étions près de 800 à Grenoble dans la rue et 30 000 dans le pays à refuser cette politique d'austérité et à lutter contre la casse du social et du médico-social. Une mobilisation qui a réussi à réunir un secteur divisé, mais pourtant régulièrement mobilisé !

Dans le Département de l'Isère, on peut penser aux salarié.es de l'AFIPH en lutte pour leurs congés, aux collègues de l'IME de la Clé de Sol qui se sont battus pour leurs conditions de travail, aux étudiantes et étudiants d'Ocellia qui se sont mobilisé.es pour leurs conditions d'étude et de vie, ou encore aux salarié.es des SLS de Grenoble, récemment en grève contre les suppressions de poste dans des services déjà surchargés.

Après ce succès, il nous faut poursuivre et amplifier ce mouvement dans nos services, dans tout le secteur et au-delà ! Ensemble, face au patronat, au gouvernement et aux organisateurs de la casse du secteur, exigeons :

- Des moyens humains et financiers pour le secteur. Des financements pérennes et à hauteur des besoins pour nos structures
- Le SEGUR pour toutes et tous
- La revalorisation de nos salaires et leur indexation sur l'inflation
- Le retrait de la réforme des retraites
- L'arrêt de la marchandisation du secteur, arrêt de Seraphin-PH. Le soin et l'accompagnement ne sont pas des marchandises !
- Des conditions d'accueil dignes pour les personnes accompagnées !
- Retrait des lois asile-immigration, Kasbarian-Bergé et réquisition des logements vides !

L'amélioration de nos conditions de travail et la garantie des droits des personnes accompagnées ne pourra venir que des travailleuses et travailleurs, poursuivons nos luttes pour défendre nos métiers !

Attention au piège des organisations patronales comme NEXEM, AXESS ou la FAS qui, dans le cadre de l'appel des 400 000, voudraient nous voir lutter pour leurs revendications, tout en négociant nos conditions de travail au rabais !

Organisons des rassemblements et des piquets de grève partout où cela est possible pendant la semaine du 12 au 16 mai et retrouvons nous :

- Le 13 mai en grève dans toute la fonction publique !
- Le 14 mai à 18h arrêt de tram C Gustave Rivet contre la crise du mal logement et pour la réquisition des logements vides
- Le 15 mai à 12h30 devant la DDETS (1 avenue Marie Reynoard) pour une grande manifestation et à 15h30 à la Bobine pour une assemblée générale de lutte !

Premiers signataires :

